Cahiers Albert Camus

6

Albert Camus éditorialiste à *L'Express*

(MAI 1955 - FÉVRIER 1956)

nrf

Gallimard

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Il faut parler le langage de tous pour le bien de tous.

Lettre d'Albert Camus
à Charles Poncet,
le 13 octobre 1955.

I

INTRODUCTION

Extrait de la publication

J'ai un goût très vif pour la liberté. Et pour tout intellectuel, la liberté finit par se confondre avec la liberté d'expression.

ALBERT CAMUS,
Carnets, II, pp. 141-142.

Extrait de la publication

Novembre 1953 : Albert Camus a quarante ans. Il a choisi ses dix mots préférés : « le monde, la douleur, la terre, la mère, les hommes, le désert, l'honneur, la misère, l'été, la mer [1*] ».

Octobre 1957 : Camus reçoit le prix Nobel « pour son importante œuvre littéraire qui met en lumière, avec un sérieux pénétrant, les problèmes qui se posent de nos jours à la conscience des hommes ».

Entre ces deux dates – 7 novembre 1953/16 octobre 1957 – se situent la collaboration à *L'Express* et un drame personnel, la guerre d'Algérie.

Après *Alger-Républicain* et *Le Soir républicain* (octobre 1938-janvier 1940), après *Paris-Soir* (mars-décembre 1940) où il fut secrétaire de rédaction et refusa d'écrire le moindre article [2], après *Combat,* d'abord clandestin, puis quotidien et au grand jour après la Libération (mars 1944-juin 1947) [3], Camus vit en effet une nouvelle expérience journalistique. L'éditorialiste reprend du service.

Les contributions de Camus à *L'Express* sont publiées entre le 14 mai 1955 (« Le métier d'homme ») et le 2 février

* Les notes appelées par chiffres sont reportées en fin de volume, p. 221.

Extrait de la publication

1956 (« Remerciement à Mozart »); mais un éditorial isolé, daté du 24 août 1956 et intitulé « Fidélité à l'Espagne », doit être ajouté pour donner une liste complète. Elle est reproduite à la fin de cet ouvrage.

Trente ans après, ces textes méritent une présentation qui les situe dans la vie et l'œuvre de leur auteur, à l'instar de ce qui a déjà été réalisé dans les *Cahiers Albert Camus* pour *Alger-Républicain* et pour *Le Soir républicain* [4].

Certes, Camus a intégré huit articles confiés à *L'Express* dans ses *Chroniques algériennes (Actuelles III-1939-1958)* sous le titre général « L'Algérie déchirée » et Roger Quilliot en a reproduit six autres dans le deuxième volume des œuvres de Camus dont il a établi et annoté les textes pour la Bibliothèque de la Pléiade (1965). Mais l'absence, à ce jour, de la présentation en un seul volume des éditoriaux publiés par Camus dans *L'Express* et le triple intérêt politique, littéraire et humain, de combler pareille lacune sont la justification du présent volume qui réunit et commente ces trente-cinq textes dans l'ordre chronologique de leur publication.

Albert Camus y aborde, au fil de l'actualité ou de ses convictions personnelles, le métier d'homme, la guerre des gauches, les rapports entre l'intellectuel et la politique, la situation de l'artiste dans la société, la passion de la liberté, l'arme nucléaire et la fin des idéologies, le fonctionnement du régime parlementaire et la non-violence. Il dénonce l'admission de l'Espagne franquiste aux Nations Unies, critique le développement du racisme français, il réclame la transformation de la condition ouvrière, exprime sa tendresse pour le peuple grec, défend l'exercice des libertés individuelles, et enfin salue le génie exemplaire de Mozart. Mais ce dont il traite principalement, c'est de la tragédie algérienne.

Extrait de la publication

*

Camus n'avait pas attendu l'insurrection du 1er novembre 1954 pour s'exprimer et agir pour l'Algérie.

Il le rappelle opportunément dans *L'Express*, le 28 octobre 1955 : « [...] Français de naissance et, depuis 1940, par choix délibéré, je le resterai jusqu'à ce qu'on veuille bien cesser d'être allemand ou russe : je vais donc parler selon ce que je suis. Mon seul espoir est que les militants arabes qui me liront voudront réfléchir au moins aux arguments d'un homme qui, depuis vingt ans, et bien avant que leur cause soit découverte par Paris, a défendu sur la terre algérienne, dans une quasi-solitude, leur droit à la justice. »

En juin 1952, en pleine controverse autour de *L'Homme révolté*, Camus ne s'était pas exprimé autrement dans une lettre à Pierre Lebar : « On affirme imprudemment que je ne suis pas intéressé aux victimes du colonialisme, malgré des centaines de pages [...] qui prouvent que, depuis vingt ans [...] je n'ai jamais mené réellement d'autre lutte politique que celle-là [5]. »

Il y avait longtemps en effet que Camus « avait vu mourir les premiers rats dans l'escalier, les rats du colonialisme [6] ».

En 1939, du 5 au 15 juin, quelques mois après être entré à *Alger-Républicain*, Albert Camus publie son reportage sur la Kabylie et conclut : « [...] si la conquête coloniale pouvait jamais trouver une excuse, c'est dans la mesure où elle aide les peuples conquis à garder leur personnalité. Et si nous avons un devoir en ce pays, il est de permettre à l'une des populations les plus fières et les plus humaines en ce monde de rester fidèle à elle-même et à son destin.

« Le destin de ce peuple, je ne crois pas me tromper en

disant qu'il est à la fois de travailler et de contempler, et de donner par là des leçons de sagesse aux conquérants inquiets que nous sommes. Sachons du moins nous faire pardonner cette fièvre et ce besoin de pouvoir, si naturel aux médiocres, en prenant sur nous les charges et les besoins d'un peuple plus sage, pour le livrer tout entier à sa grandeur profonde [7]. »

Mais l'appel ne reçut guère d'écho au moment de sa publication : Camus parlait dans le désert. La déclaration de guerre l'a rapidement étouffé. Germaine Tillion était en Algérie quand les articles ont paru : elle ne les a pas lus et personne ne lui en a parlé [8].

Mais ils ne resteront pas sans prolongements pour Camus. Raymond Gay-Crosier écrit justement que ces *Chroniques algériennes* « contiennent en marge une foule de pensées qu'on retrouvera dans l'œuvre entière, la plus importante étant celle de l'antithèse misère sociale/richesse du paysage [9] ».

Avant d'entrer à *Alger-Républicain,* Camus avait milité quelque temps au sein du Parti communiste en faveur des revendications musulmanes et au sein du Parti du peuple algérien de Messali Hadj, au journal duquel il collabora. Et, en 1937, il avait signé un manifeste en faveur du projet Blum-Viollette qui, selon lui, constituait un premier pas modeste vers la politique d'assimilation et soulevait « un immense espoir parmi les populations arabes » en visant à admettre les indigènes algériens français à l'exercice des droits politiques des citoyens français. Malheureusement, il fallut attendre l'ordonnance du 7 mars 1944 pour que 50 à 60 000 Français musulmans fussent mis à égalité avec les Français non musulmans [10]...

Dans *Combat,* le 13 octobre 1944, Camus soulignera l'importance des déclarations de René Pleven, ministre des Colonies, sur la grande part que l'Empire a prise au mou-

Extrait de la publication

vement de la Libération et sur la nécessaire « conquête des cœurs » qui doit être la nouvelle phase de la vie coloniale.

Camus prend la balle au bond : « [...] Car nous ne devons pas nous cacher que, chez un peuple viril comme le sont les Arabes, la défaite a entraîné pour nous une perte de prestige. Dès lors, les Français pourraient être tentés, pour regagner un crédit que la force leur a fait perdre, d'étaler à nouveau la force. Nulle politique ne serait plus aveugle. Nous ne trouverons d'appui réel dans nos colonies qu'à partir du moment où nous les aurons convaincues que leurs intérêts sont les nôtres et que nous n'avons pas deux politiques : l'une qui donnerait la justice au peuple de France et l'autre qui consacrerait l'injustice à l'égard de l'Empire [11]... »

Après une enquête de trois semaines sur les lieux, en mai-juin 1945, « pour diminuer un peu l'incroyable ignorance de la métropole en ce qui concerne l'Afrique du Nord », Camus confie à *Combat* une nouvelle série d'articles sur le problème algérien. À Sétif, l'émeute des musulmans a fait l'objet d'une répression impitoyable.

Camus explique ses impressions et développe ses conceptions : « [...] le peuple arabe existe. Je veux dire par là qu'il n'est pas cette foule anonyme et misérable, où l'Occidental ne voit rien à respecter ni à défendre [...] Les Français ont à conquérir l'Algérie une deuxième fois. Pour dire tout de suite l'impression que je rapporte de là-bas, cette deuxième conquête sera moins facile que la première. En Afrique du Nord comme en France, nous avons à inventer de nouvelles formules et à rajeunir nos méthodes si nous voulons que l'avenir ait encore un sens pour nous.

« L'Algérie de 1945 est plongée dans une crise économique et politique qu'elle a toujours connue, mais qui n'avait jamais atteint ce degré d'acuité [...] Ce sont des

Extrait de la publication

souffrances qui ne peuvent nous laisser indifférents, puisque nous les avons connues.

« Au lieu d'y répondre par des condamnations, essayons plutôt d'en comprendre les raisons et de faire jouer à leur propos les principes démocratiques que nous réclamons pour nous-mêmes. »

En concluant le 15 juin 1945, Camus refuse de désespérer : « [...] Ce langage, nous l'avons bien vu, ne plaira pas à tout le monde. Il ne triomphera pas si aisément des préjugés et des aveuglements. Mais nous continuons à penser qu'il est raisonnable et modéré [...] Tout ce que nous pouvons faire pour la vérité, française et humaine, nous avons à le faire contre la haine. À tout prix, il faut apaiser ces peuples déchirés et tourmentés par de trop longues souffrances. Pour nous, du moins, tâchons de ne rien ajouter aux rancœurs algériennes. C'est la force infinie de la justice, et elle seule, qui doit nous aider à reconquérir l'Algérie et ses habitants [12]. »

Dans une interview à *Servir* du 20 décembre 1945, Camus déclare encore : « Une grande politique pour une nation appauvrie ne peut être qu'une politique exemplaire. Je n'ai qu'une chose à dire à cet égard : que la France implante réellement la démocratie en pays arabe et elle n'aura pas seulement avec elle l'Afrique du Nord, mais encore tous les pays arabes qui sont traditionnellement à la remorque d'autres puissances. La vraie démocratie est une idée neuve en pays arabe. Pour nous, elle vaudra cent armées et mille puits de pétrole [13]. »

*

De 1951 à 1954, Camus intervient à plusieurs reprises en faveur de nationalistes nord-africains.

En 1951, il se rend à Blida pour témoigner en faveur

Extrait de la publication

de cinquante-six militants dù Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (M.T.L.D.) qui passent en jugement.

En juillet 1953, dans une lettre au directeur du *Monde*, Camus proteste en faveur de manifestants nord-africains molestés ou abattus par la police parisienne [14].

En avril 1954, Camus intervient auprès du président Coty en faveur de sept nationalistes tunisiens condamnés à mort et dont les aveux avaient été arrachés par la torture [15].

Bref, quand éclate l'insurrection du 1er novembre 1954, Camus est loin de découvrir le problème algérien, mais il le situe définitivement au cœur même de ses préoccupations : c'est le « drame final de son existence », un « mal terrible », une « plaie inguérissable [16] ». C'est l'écartèlement de Camus, « partagé entre la fidélité à sa communauté d'origine et sa compréhension de certaines des revendications des nationalistes arabes »; Camus est traumatisé [17].

Depuis toujours, il s'était exprimé sur le sujet et toujours, jusqu'au bout, il le ferait.

La qualification de son « silence » volontaire après les incidents du 6 février 1956 mérite des nuances. Il est indissociable d'un déchirement affreux inséré dans cette « crucifiante époque » vécue par Camus et « qui va de l'avènement de Hitler et de Staline à la libération de l'Algérie [18] ».

En 1958, tenaillé par l'inquiétude, il dit à Roger Quilliot : « Si je devais devenir un étranger dans mon propre pays, en Algérie, je quitterais la France [...] Comprenez-moi bien. J'ai toujours lutté pour que les musulmans cessent de vivre chez eux en étrangers. Mais qui nous a entendus? Tous les régimes, tous les hommes politiques ont leurs responsabilités, et les métropolitains comme les Français d'Algérie. La catastrophe pouvait être évitée, j'en suis sûr. Qu'aurais-je à faire dans une France incapable de mener

à bien les tâches dont elle s'est chargée? [...] Mais je ne veux pourtant pas désespérer [19]. »

« On attend trop d'un écrivain en ces matières », écrit enfin Camus lui-même en avant-propos à *Actuelles III*, « même, et peut-être surtout, lorsque sa naissance et son cœur le vouent au destin d'une terre comme l'Algérie, il est vain de le croire détenteur d'une vérité révélée et son histoire personnelle, si elle pouvait être véridiquement écrite, ne serait que l'histoire de défaillances successives, surmontées et retrouvées. »

*

En 1954, l'Algérie et l'évolution de la situation deviennent un souci constant, très sensible, pour Albert Camus. Sa fidélité à sa vraie patrie vibre intensément à la révolte qui gronde, au mouvement nationaliste qui s'organise, politiquement et militairement.

N'a-t-il pas écrit dès 1947 dans « Petit guide pour des villes sans passé » *(L'Été)* : « J'ai [...] avec l'Algérie une longue liaison qui sans doute n'en finira jamais, et qui m'empêche d'être tout à fait clairvoyant à son égard. » Et plus loin : « En ce qui concerne l'Algérie, j'ai toujours peur d'appuyer sur cette corde intérieure qui lui correspond en moi et dont je connais le chant aveugle et grave. Mais je puis dire au moins qu'elle est ma vraie patrie et qu'en n'importe quel lieu du monde, je reconnais ses fils et mes frères à ce rire d'amitié qui me prend devant eux. »

D'autres textes témoignent de cette affection qui traverse toute son existence (on y reviendra); des initiatives aussi, comme par exemple, en septembre 1954, la participation à l'organisation d'une campagne de secours en faveur des sinistrés du tremblement de terre d'Orléansville, et des prises de position d'une grande fermeté.

Extrait de la publication

En mai 1954, Camus adresse un message au Comité pour l'amnistie aux condamnés politiques d'outre-mer, dans lequel il condamne « l'infirmité profonde du colonialisme français » qui « se présente avec la Déclaration des Droits de l'Homme dans la main gauche et, dans la main droite, le gourdin de la répression ».

En juillet, il insiste : « L'heure n'est plus aux discours sur la fraternité, mais aux actes positifs. L'action pour l'amnistie en est un, à la condition qu'elle ne fasse pas silence sur le terrorisme et qu'elle en explique au contraire les origines tout en en condamnant les conséquences. Sauver des vies et des libertés du côté arabe revient à épargner des vies du côté français, et à arrêter, par le seul moyen qui nous est offert, la surenchère dégoûtante entre les crimes [20]. »

Trois mois plus tard, les événements confirment les inquiétudes de Camus. C'est l'ouverture du drame algérien qui sera la plaie finale de sa vie. Une tragédie antique dont il sera « le héros exemplaire et sublime », dit Jules Roy [21].

L'insurrection du 1er novembre 1954 coupe la France en deux comme l'avait fait jadis l'affaire Dreyfus [22]. Les trois coups de la guerre d'Algérie sont frappés même si, dans les premiers temps, tous les acteurs et tous les témoins ne prennent pas conscience de la dimension exacte du drame.

Camus n'est pas convaincu que des efforts corrects soient faits devant la révolution : « Ce qui importe plus que la quantité, c'est la qualité – surtout la bonne direction. La véritable question est de savoir si nous faisons un effort intellectuel. J'en doute [23]. »

C'est à la même époque que, dans une lettre au directeur du *Monde,* l'écrivain s'indigne des exécutions intervenues en Iran dans des conditions qui n'ont « qu'un rapport lointain avec la justice et la dignité nationale [24] ».

Extrait de la publication

*

C'est en 1955 que Camus termine la préface promise à Roger Martin du Gard, « homme de pardon et de justice, notre perpétuel contemporain », pour la publication de ses œuvres complètes dans la Bibliothèque de la Pléiade et qu'il accepte de collaborer à *L'Express*.

Le cabinet Mendès France avait démissionné en février après le refus de la confiance par l'Assemblée nationale, par 319 voix contre 273, à l'issue d'interpellations sur la politique en Afrique du Nord. Jean Daniel avait promis à Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui voulait aider Pierre Mendès France à retrouver le pouvoir, de faire l'impossible pour que Camus collabore régulièrement au journal. Il y réussit en promettant que Camus resterait un homme libre.

Trois raisons justifient son acceptation, confie-t-il à Jean Daniel : « La première, c'est que je suis solitaire dans mon époque. Je suis aussi comme vous savez solidaire d'elle – et étroitement. La seconde, c'est que le journalisme m'est toujours apparu comme la forme la plus agréable pour moi de l'engagement, à la condition toutefois de tout dire. La troisième enfin, c'est que je veux contribuer à faire revenir Pierre Mendès France au pouvoir. Nous allons traverser une période très grave. Or, j'ai, moi, des critères subjectifs. En 1945, quand je suis allé voir Mendès France au ministère de l'Éducation nationale, il m'a semblé que je rencontrais pour la première fois un véritable homme d'État. Tout récemment, quand il a été renversé à la Chambre et qu'il a répondu à Maurice Schumann en révélant qu'il avait libéré des enfants dans les prisons marocaines, Mendès France a eu pour parler de cela une qualité d'accent qui ne peut pas tromper [25]. »

Les espoirs que Camus mettait en Mendès France pour

Extrait de la publication

régler la crise algérienne constituent sans doute la raison majeure de sa rentrée journalistique. C'est à l'Algérie d'ailleurs qu'il consacra, directement ou indirectement, une quinzaine des trente-cinq éditoriaux confiés à *L'Express*.

Le Front républicain lui paraissait être une force susceptible de revitaliser la gauche libérale, d'imposer des réformes sociales et d'infléchir la mentalité des Français vers plus de fraternité en Algérie, où des négociations dignes de ce nom et des élections libres devraient conduire à la réconciliation.

À son ami Charles Poncet, Camus écrira le 7 décembre 1955 : « [...] Je ne crois pas que P.M.F., à lui seul, arrangera tout. Je vois ses limites et puis je ne suis pas un homme de parti ni d'élections. Mais je vois (ou crois) qu'il y a une *chance* pour qu'il aide à refaire un corps économique et peut-être moral au pays, à partir de quoi nous pourrons aller plus loin. En ce qui concerne l'Algérie, il est le seul à pouvoir inaugurer les solutions qui nous conviennent et qui respectent également les droits des Arabes et ceux des Français [26]. »

Le 30 décembre, Camus prendra publiquement fait et cause pour Mendès France et les candidats patronnés par lui. Son éditorial s'intitule « Explication de vote » : Camus entre de plain-pied dans la campagne électorale [27].

P.-F. S.

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Cahiers Albert Camus

Albert Camus revient au journalisme en mai 1955. Sa collaboration à L'Express *dure jusqu'en février 1956. Ce cahier présente les trente-cinq éditoriaux qu'il rédigea alors. Ils offrent un triple intérêt : politique, littéraire et humain.*

Camus traite principalement de la tragédie algérienne. Mais il parle aussi, au fil de l'actualité, du métier d'homme, de la guerre des gauches, des rapports entre les intellectuels et la politique, de la situation de l'artiste dans la société, de la liberté, du nucléaire, de la fin des idéologies, du fonctionnement du régime parlementaire, de la non-violence.

Il dénonce l'admission de l'Espagne franquiste aux Nations Unies, critique le développement du racisme français, réclame la transformation de la condition ouvrière, exprime sa tendresse pour le peuple grec, défend l'exercice des libertés individuelles et salue le génie exemplaire de Mozart.

Paul-F. Smets est l'auteur d'*Albert Camus, dans le premier silence et au-delà* édité à Bruxelles en 1985 (Goemaere). Il est administrateur de la Société des études camusiennes.

9 782070 708994 87-IX A 70899 ISBN 2-07-070899-3 110 FF tc

Extrait de la publication